



## Compte rendu

### Webinaire sur « la sécurité de l'eau pour la paix et le développement : quelle contribution du monde de la recherche ? »

Date	16 mars 2022
Durée	2h40mn
Nombre et Profils des participants	120 participants via la Plateforme « Zoom » et Facebook (chercheurs, étudiants, enseignants-chercheurs, membres de la société civile, etc.)
Coordination	Dr Cheikh Guèye, IPAR/RASA/SENRTT
Modérateur	Dr Cheikh Oumar Ba, IPAR
Rapporteurs	Aly Faye, Chérif Sambou Bodian et Joseph E. Diop de l'Equipe de Communication de l'IPAR

## Introduction

L'organisation de ce Webinaire entre dans le cadre des pré-forums que l'IPAR organise en partenariat avec le Secrétariat Exécutif du forum mondial de l'eau. L'activité visait globalement à informer les chercheurs et institutions de recherche sur les enjeux du forum mondial de l'eau<sup>1</sup> et leur articulation avec des problématiques importantes pour l'Afrique. Plus spécifiquement, le webinaire avait pour objectifs de fournir les informations nécessaires à une bonne participation des chercheurs, institutions de recherche, et experts, en insistant sur les enjeux, priorités et composantes du forum. Il s'agissait également de susciter le débat autour des enjeux de l'eau dans ses différentes dimensions en Afrique et de s'accorder sur les éléments d'une position du monde de la recherche sur cette problématique. Il était, enfin, question d'échanger sur les modalités d'une articulation plus forte entre la production de connaissances, les données scientifiques et la mise en place d'un agenda post-forum et ses applications en Afrique de l'Ouest.

Le webinaire a été structuré autour des quatre temps forts suivants :

- Présentation du forum par le représentant du Secrétariat Exécutif du forum mondial de l'eau (objectifs, enjeux, organisation, etc.) ;
- Cadrage de la thématique du forum à travers un Panel composé des experts suivants :
  - o Dr Boubacar Barry (Membre du Secrétariat Exécutif du 9<sup>ème</sup> Forum Mondial de l'Eau, Ancien Directeur de WASCAL, Chercheur Emérite de l'Institut International de Gestion de l'Eau -IWMI- et chercheur associé à l'IPAR),
  - o Dr Madiodio Niassé (Expert international et ancien Directeur de International Land Coalition -ILC-, consultant),
  - o Dr Hadiza Kiari Fougou (Enseignante/Chercheuse à l'Université de Diffa au Niger),
  - o M. Boubacar Bâ (Président/Fondateur de CAGS-EVEIL, Mali).

---

<sup>1</sup> Le 9<sup>ème</sup> Forum mondial de l'eau est prévu du 21 au 26 mars 2022 à Dakar

- Echanges ;
- Synthèse et perspectives.

## **1. Présentation du forum par Dr Boubacar Barry du Secrétariat Exécutif du forum mondial de l'eau**

La première présentation est revenue sur les objectifs, composantes et enjeux du 9<sup>ème</sup> forum mondial de l'eau que va abriter la capitale sénégalaise, Dakar du 21 au 26 mars 2022 (une première en Afrique subsaharienne). Cet évènement coorganisé par le Conseil mondial de l'eau et l'État du Sénégal et considéré comme le plus grand rassemblement mondial autour de l'eau, offrira une plateforme unique aux professionnels et aux décideurs pour répondre à la priorité d'accélérer et d'amplifier l'accès à l'eau et à l'assainissement à travers le monde.

Le Forum de Dakar introduira, par rapport aux précédentes rencontres, des innovations majeures articulées autour des composantes suivantes :

- Un Forum connecté avec les agendas et engagements internationaux (ODD, Accord sur Climat, Agenda 2063 de l'Afrique, etc.).
- Le processus préparatoire du forum a été inclusif et multi-acteurs. Il a mobilisé de nombreux acteurs du monde entier qui ont travaillé dans l'élaboration du contenu thématique et ont procédé au choix des quatre priorités (Sécurité de l'Eau et de l'Assainissement », « Coopération », « Eau pour le développement rural » et « Outils et moyens »).
- Le choix du thème de cette année marque une rupture par rapport aux éditions précédentes qui ont généralement abordé la problématique de l'eau sous l'angle de l'accès uniquement. A Dakar, il s'agira, particulièrement, de trouver un mécanisme de réduire les tensions nées autour de la question de l'eau. Par ailleurs, pour la première fois, on aura un forum qui va se pencher sur l'eau productive (l'utilisation de l'eau à des fins de production agricole).
- Un Sommet des Chefs d'Etat, de Gouvernement et des grandes institutions internationales sera au menu du forum pour lancer un message et une initiative politique historique, en vue de catalyser les actions notamment, pour la réalisation rapide de l'accès universel à l'eau et à l'assainissement (ODD 6).
- « L'Initiative Dakar 2022 » sera mise en œuvre afin de sélectionner des projets pertinents, innovants, reproductibles, produisant des résultats à court terme, à impact durable autour des priorités du Forum.
- Une déclaration de Dakar autour d'un deal Bleu sera élaboré à l'issue du forum (un fonds bleu sera mis en place à l'image des fonds verts).

Les modalités pratiques de participation, les modalités logistiques ainsi que le projet d'agenda ont également été partagés lors de cette présentation.

A l'issue de cette présentation un appel a été lancé pour une participation massive des africains à cet évènement afin de contribuer à sa réussite.

## **2. Cadrage de la thématique du forum (Panel)**

### **2.1. Communication du Dr Boubacar Barry (Membre du Secrétariat Exécutif du 9ème Forum Mondial de l'Eau, Ancien Directeur de WASCAL, Chercheur Emérite de l'Institut International de Gestion de l'Eau -IWMI- et chercheur associé à l'IPAR) sur « Sécurité de l'eau et sécurité alimentaire »**

Dans sa communication centrée sur la relation entre la sécurité de l'eau et la sécurité alimentaire, Dr Barry a rappelé le rôle crucial que joue l'eau dans la sécurité alimentaire et le développement durable. L'eau est essentielle à une alimentation adéquate. C'est aussi un

élément vital pour les écosystèmes. Lorsqu'elle est disponible en qualité et en quantité, elle est source d'emploi et favorise la croissance. Toutefois, en raison de la croissance démographique rapide, du développement économique et d'autres défis qui affectent les ressources naturelles, l'eau est devenue un bien précieux pour l'humanité. Dr Barry a tenu à alerter sur le déclin progressif des ressources en eau, notamment en Afrique où les changements climatiques combinés à la croissance démographique aggravent les pénuries d'eau et mettent en péril la sécurité alimentaire des populations, particulièrement au Sahel où des milliers de personnes, parmi les plus vulnérables, sont contraintes à la migration à la recherche de meilleures conditions d'existence. L'absence d'instruments de gestion, notamment pour les ressources partagées, ainsi que la concurrence engendrée par le déclin des ressources en eau sont généralement sources de conflits accentuant les inégalités.

Il a insisté sur la nécessité d'assurer la sécurité de l'eau à travers une gestion intégrée des ressources dans le cadre d'une économie circulaire qui assurera un accès égal à l'eau et donnera la priorité aux couches vulnérables. Cela passe, selon lui, par la restauration et la protection des écosystèmes aquatiques, un renforcement de la coopération autour des aquifères (bassins partagés), un système réglementaire solide et des politiques permettant de stimuler et d'accélérer le progrès vers l'atteinte de l'ODD6, l'instauration d'un système de tarification souple et adapté pour le recouvrement durable des coûts de gestion (distribution, entretien des équipements, etc.).

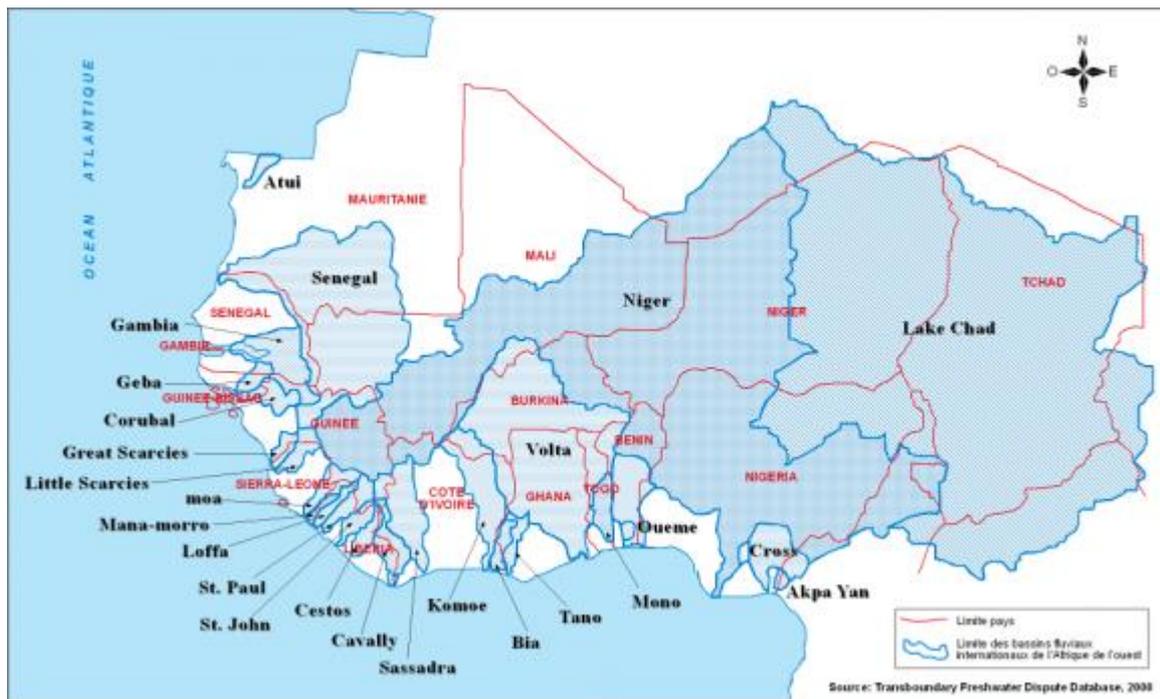
Pour finir, il s'est félicité des efforts entrepris en Afrique, depuis toujours, pour la mise en place de partenariats autour de l'eau (exemple de l'OMVS créée en 1972 autour du bassin du fleuve Sénégal). Ces partenariats jouent un rôle important dans la stabilité économique et sociale des pays.

## **2.2. Communication sur « enjeux émergents de gouvernance de l'eau en Afrique : prévention des conflits et promotion de la coopération autour des eaux partagées- Leçons apprises à partir d'études de cas » par Dr Madiodio Niasse (Expert international, consultant et ancien Directeur de International Land Coalition - ILC-)**

S'appuyant sur des études de cas, Dr Niasse a fait une analyse des risques de conflits et des facteurs de succès dans la coopération autour des eaux partagées.

Il a souligné que contrairement aux idées reçues, l'Afrique est un continent qui n'est pas riche en eau (9% des eaux renouvelables). Il informe que la disponibilité des ressources en eau sur le continent est de 2300 m<sup>3</sup>/habitant/par an. Et toujours selon lui, si on se fie aux projections, d'ici à 2050, avec la forte croissance démographique, la ressource baissera drastiquement en passant à 1500 m<sup>3</sup>/habitant/par an. Par ailleurs, seulement 4% des barrages sont en Afrique, ce qui dénote un faible niveau de maîtrise de l'eau.

Dr Niasse souligne qu'à cause de la rareté de l'eau, il y aura de plus en plus de conflits liés à la compétition pour le contrôle des ressources associées. Il a évoqué un risque réel de conflits violents, y compris de guerre. Il a rappelé au passage, les tensions sociopolitiques nées autour de la gestion des bassins du Niger et du Nil, le conflit de « Dounde Hore » et les tensions autour des vallées fossiles ayant opposé le Sénégal et la Mauritanie, la crise autour de l'île de Kassi Kili sur le Zambèze, etc.



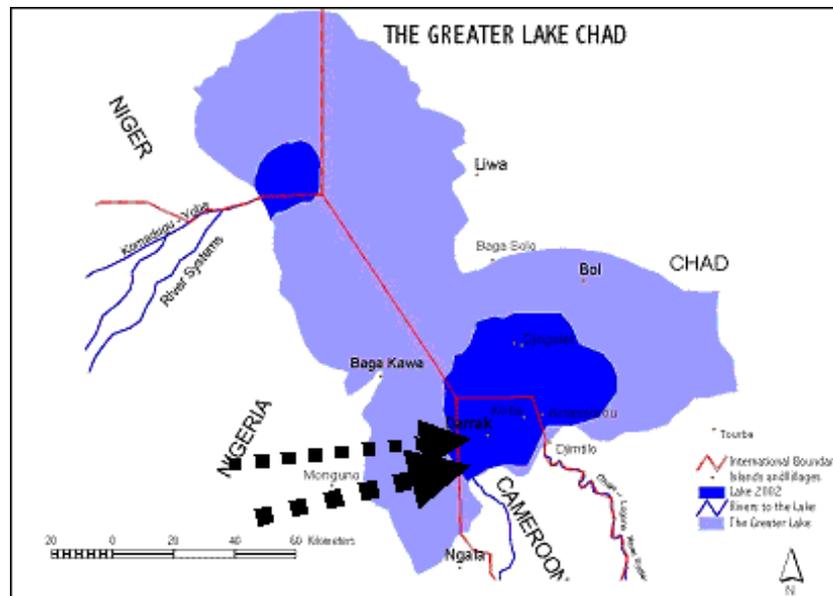
Il soutient toutefois, que parallèlement à ces risques, il y a des opportunités de coopération que certains pays ont su saisir et qu'il faudra continuer à explorer. C'est le cas du partenariat autour du bassin du fleuve Sénégal avec l'OMVS qui est un véritable catalyseur de stabilité économique et sociale pour les pays riverains. Le barrage de Kariba sur le bassin du Zambèze est aussi un autre exemple de coopération avec un partage des coûts et des bénéfices entre le Zimbabwe et la Zambie.

Tirant les enseignements de ces études de cas, Dr Niasse suggère de privilégier une allocation de l'eau aux secteurs d'utilisation plutôt qu'un partage entre usagers (attribution de volumes d'eau aux pays riverains). Il recommande aussi d'aller vers l'application du principe de partage des coûts et des bénéfices. Ce qui peut constituer une opportunité de contribuer non seulement à prévenir les conflits, mais aussi à combler le gap d'infrastructures hydrauliques structurantes. Les organismes de bassin transfrontaliers jouent, par ailleurs, un rôle central dans la résolution des conflits autour des eaux partagées. La cour internationale de la justice, avec une logique rigoureuse, aident également à la prise de décision dans la répartition des ressources en eau, quand la médiation et la conciliation entre états ne marchent pas (partage des eaux riveraines).

La science peut également être un allié important dans la résolution des conflits, notamment dans un contexte de changement climatique (Exemple mise en débat des conséquences du remplissage des barrages sur le Nil). Face aux phénomènes extrêmes, la science peut aider dans la sécurisation des infrastructures et des plans d'eau et à trouver des solutions à l'hydroterrorisme. Enfin, elle peut particulièrement aider dans la reconnaissance des importantes réserves d'eau souterraines dont regorge le continent africain (100 fois plus importantes que les réserves d'eau de surface) pour leur valorisation.

### **2.3. Communication de DR Hadiza Kiari Fougou (Enseignante/Chercheure à l'Université de Diffa au Niger) sur « Variabilité du Lac Tchad : Quel gestion hydraulique pour préserver les ressources naturelles »**

Cette communication campe le décor d'un lac Tchad qui subit de plein fouet les effets des changements climatiques. C'est un lac endoréique très peu profond, Situé en plein cœur du Sahel et dont la variabilité du niveau est importante au fil des années. Le lac occupait 25000 Km<sup>2</sup> vers les années 50. De nos jours, il fait à peine 14000 Km<sup>2</sup>. Scindé en deux compartiments depuis la crise climatique des années 70, sa cuvette nord est plus affectée par cette variabilité.



Pour s'adapter, les communautés riveraines ont développé des stratégies qui vont de la diversification des activités à la mobilité vers d'autres zones en temps défavorables, en passant par des échanges régionaux (produits vivriers, maïs, niébé, poisson fumé...) ou en adaptant tout simplement les pratiques quand le niveau de l'eau est très bas (changement des méthodes de pêches, culture de décrue, etc.).

L'hydraulicité (rapport du débit mensuel ou annuel d'un cours d'eau comparé à la moyenne interannuelle) normale de ces dernières années laisse espérer une expansion du lac avec sa cuvette nord qui se recharge petit à petit. Toutefois, le défi des réglementations demeure, selon le Dr Hadiza. Elle estime qu'elles ne sont pas adaptées pour favoriser une gestion durable des ressources. Elle précise, en effet, que le mode de gestion des ressources par les services des états n'intègre pas suffisamment cette variation des eaux et ne prend pas en compte la gestion traditionnelle qui pourtant tente tant bien que mal de s'accommoder aux situations écologiques locales. Elle appelle à la recherche de règles de gestions plus adaptées et tenant compte des fluctuations du niveau de l'eau.

Elle a également évoqué le projet de transfert d'eau interbassins au départ de certains affluents du fleuve Congo vers le lac Tchad, et ce par un gigantesque canal qui utiliserait la vallée du fleuve Chari, principal tributaire du lac. Ce projet a été proposé comme solution à la variabilité climatique qui affecte près de 7 millions de personnes (le lac est une ressource partagée par plusieurs pays, le Tchad, le Cameroun, le Nigéria et le Niger). Il prévoit un transfert de 95000 Km<sup>3</sup> au lac pour lui permettre reprendre vie. Cependant, le projet peine à être concrétisé à cause de la réticence de certains pays du bassin du Congo.

**2.4. Communication de M. Boubacar Ba (Président/Fondateur de CAGS-EVEIL, Mali) sur le thème « Eau vecteur de sécurité, de cohésion sociale mais aussi élément de convoitise et de crise sécuritaire. Exemple du Mali »**

A travers cette communication, Dr Boubacar Ba décrypte la situation de la gestion des ressources en eau dans le delta central du Niger à l'aune de la crise sécuritaire qui secoue le Mali depuis quelques années. Dans cette région traversée par le fleuve Niger, l'élevage joue un rôle important pour les populations. Le système pastoral est basé sur des modes de gestion de l'eau solidement ancrés et qui donnent la prééminence aux pasteurs autochtones (les allochtones doivent payer des redevances pour accéder aux ressources). Certaines zones du delta reçoivent jusqu'à 3 millions de têtes de bétail en période de forte influence.

Mais depuis le début de la crise sécuritaire née de la montée djihadiste, mais aussi à cause du dérèglement climatique, cette organisation socioculturelle, jadis forte, est sérieusement remise en cause. Des jihadistes tentent de faire des incursions pour faire mains basses sur les ressources et imposer leur loi dans la zone.

Selon le panéliste, il n'y a pas une stratégie claire de la part de l'Etat malien pour régler ce problème sécuritaire qui a fini de jeter sur les chemins de l'exode une bonne partie de la population. Les lois et chartes pastorales ne prennent pas en compte le droit traditionnel, d'après Dr Ba. Il convient, à son avis, d'analyser la question d'un point de vue juridique et de travailler à définir des modes de gestion traditionnelle à côté des lois nationales pour gérer les conflits. Il ajoute qu'il faut un ordonnancement des acteurs à travers la définition de priorités qui partent des droits traditionnels. Il faut une synergie de interventions.

Pour finir, il s'est inquiété de la recrudescence des coups d'état au Mali. Une situation qui est à la base du statu quo observé en matière de législation en rapport avec la gestion des ressources en eau (Après la chute d'un régime, il faut souvent tout reprendre à zéro).

## **2.5. Discussion**

A la suite des présentations, la parole a été donnée aux autres participants qui ont adressé des questions aux panélistes ou apporté des éléments de contributions à la réflexion autour des différentes questions abordées.

Les discussions ont tourné autour des enjeux sécuritaires de l'eau et des risques de guerre que la rareté de la ressource pourrait engendrer. Selon les experts, il est peu probable que la ressource augmente alors que la demande est croissante (croissance démographique, croissance économique). Le peu de ressources de qualité qui subsistent attisent la convoitise des nations et d'entités privées prêtes à en découdre pour les accaparer. La tension qui couve entre l'Egypte, l'Ethiopie et le Soudan à propos de la gestion des eaux du Nil été rappelée en guise d'exemple. Une tension permanente autour de la ressource qui pousse certains à dire que « la prochaine guerre mondiale sera forcément liée à l'eau ».

Il a été recommandé d'agir sur l'hydro-diplomatie pour apaiser ces tensions. Consciente de ces risques, la communauté internationale a mis l'eau au cœur d'au moins 12 ODD. La notion « Nexus » rappelle la nécessité de créer les connexions indispensables entre l'eau, l'alimentation, les écosystèmes, etc. pour asseoir le développement durable.

A la question de savoir pourquoi une forte tendance à la privatisation du secteur de l'eau alors que l'accès à l'eau et le développement durable sont des droits humains garantis par les conventions internationales, régionales, les panélistes ont expliqué que pour sa gestion durable, l'eau ne peut plus être distribuée gratuitement. Son exploitation implique des coûts qu'il faut gérer.

A propos du Lac Tchad, il a été rappelé qu'il a été classé site Ramsar mais est sous la menace de la péjoration climatique et des facteurs anthropiques. Les discussions ont tourné autour des stratégies politiques développées par les différents Etats riverains pour sa protection et les stratégies d'adaptation développées par les communautés riveraines en sachant que le rétrécissement du Lac Tchad a contribué à libérer des terres fertiles pour l'agriculture. Et parmi les stratégies politiques, il a été rappelé le projet de transfert d'eau du bassin du Congo vers le lac. Toutefois, certains ont fait remarquer que cette initiative ne pourra se concrétiser que dans un contexte de sécurité. Boko Haram occupe la zone et beaucoup de communautés ont été déplacées. Les stratégies d'adaptation des communautés riveraines sont aussi mises à rude épreuve à cause de l'insécurité. Quand le lac est très bas les communautés s'adonnent à la culture de décrue. Quand il y a beaucoup d'eau, c'est l'élevage qui domine. Enfin quand la cuvette Nord est complètement sèche, les populations optent souvent pour le déplacement vers des lieux plus cléments. Aujourd'hui à cause de l'instabilité, certaines activités sont complètement arrêtées par mesure de sécurité. Certains participants soutiennent que si les Etats parvenaient à surmonter cette contrainte sécuritaire, la gouvernance des ressources basée sur le savoir local pourrait beaucoup aider dans la préservation des ressources autour du lac Tchad.

La mise en place d'un « fonds d'action sur l'eau » est perçue par les participants comme une opportunité pour l'Afrique pour la valorisation de ses réserves d'eau.

La question de la pollution des nappes phréatiques a aussi été évoquée à travers l'exemple des Niayes où l'installation d'industriels et le rejet d'eaux usées affectent la qualité des eaux de cette zone maraîchère du Sénégal. Allant plus loin, Dr Boubacar Barry a précisé que le problème de la détérioration de la qualité des eaux des Niayes est plus lié à un pompage excessif des eaux, ce qui occasionne une inversion des phénomènes piézométriques. Avec l'abaissement de la hauteur piézométrique, il y a des intrusions d'eau de mer. Il est recommandé de trouver des solutions à ce problème qui pourrait prendre des proportions dangereuses à l'avenir et affecter l'activité maraîchère de cette zone qui approvisionne une bonne partie du Sénégal en légumes.

Concernant le Mali, il est noté que malgré les sècheresses cycliques des années 70 et 80, il y a une tendance à un rétablissement climatique. Donc le problème majeur sur lequel il faut agir est la gouvernance. Selon les panélistes, les communautés revendiquent un droit d'exploiter les ressources que l'Etat ne leur accorde pas. Jusqu'à présent, les dynamiques des pasteurs et des pêcheurs ne sont pas prises en compte dans les politiques de l'Etat.

Beaucoup d'autres questions notamment relatives au lien entre l'accès à l'eau et les violences faites aux femmes et filles dans le monde rural ont été soulevées. Des questions qui seront prises en charge par les sessions du forum mondial, a rassuré Dr Boubacar Barry du Secrétariat du forum. Ce dernier rassure en rappelant que le processus de formulation thématique a duré près de deux ans. Ce qui a permis de ratisser large pour pouvoir prendre en charge quasiment toutes les questions relatives à la problématique de l'eau et de l'assainissement. Il signale que près de 90 sessions sont prévues, en plus des sessions spéciales dédiées à des questions telles que les eaux sous terraines. Il en a profité pour signaler que la « journée mondiale de l'eau » de cette année (22 mars 2022) va porter sur le thème « faire de l'invisible le visible » en reconnaissance de l'importance des eaux souterraines, de leurs potentiels et du rôle important qu'elles pourraient jouer dans le développement durable.

La question de la maîtrise de l'eau a aussi été pointée comme étant l'une des stratégies phares pour répondre efficacement à la demande alimentaire croissante. C'est un gage de souveraineté

alimentaire. Mais, elle sera difficile à assurer face à une population en croissance continue et dans un contexte de risques réels d'amenuisement des ressources en eau liés au changement climatique.

### **3. Synthèse du modérateur sous forme de défis et recommandations**

#### **3.1. Défis**

Les défis qui sont ressortis des échanges sont entre autres :

- Impliquer la recherche pour aider à mieux faire connaître les ressources en eau et les préserver. (Les éléments qui soutendent ce défi sont les faibles réserves disponibles en Afrique : 9% des ressources mondiales ; seules 5% des terres irriguées en Afrique contre 20% ans le monde, etc.) ;
- S'appuyer sur les acteurs locaux, les savoirs locaux pour alimenter les politiques afin de réussir l'adaptation aux changements climatiques et apaiser les tensions autour de l'eau
- Caractériser les ressources souterraines et développer la recherche autour de leur utilisation à des fins de production ;
- Faire des fleuves des vecteurs de paix

#### **3.2.Recommandations**

- Identifier et cartographier les ressources en eau (ressources souterraines y compris) à travers la recherche (en collaboration avec les partenaires) et les techniques appropriées pour mettre à la disposition des décideurs des éléments qui pourront faciliter la prise de décisions ;
- Superposer cette cartographie avec celle des conflits et analyser de manière dynamique leurs interactions
- Obtenir une meilleure prévisibilité dans la gestion des eaux pour le présent et l'avenir en rapport avec les changements climatiques
- Favoriser la prospective sur la recherche de l'eau afin d'anticiper les problèmes.